

Subsides

Le 2 mars dernier, je demandais à la Chambre, comme je l'ai dit tantôt, que le gouvernement voie à faire distribuer du lait dans les écoles et universités, à la place du « coke » et du « cream soda ». Comme d'habitude, on a dit non. Monsieur le président, la consommation du lait est de 71 pintes actuellement au Québec, contre 91 pintes dans la province voisine d'Ontario. Il est indéniable que le lait doit jouer chez les jeunes un rôle de premier plan dans leurs habitudes alimentaires.

Nous, créditistes, pensons qu'un des moyens pour aider les producteurs de lait serait d'intensifier les recherches pour une plus grande utilisation du lait afin de pouvoir offrir aux consommateurs de nouveaux produits provenant de la production laitière. De plus, afin d'encourager les consommateurs à la consommation du lait, nous pensions sérieusement que le gouvernement devrait attribuer un escompte sur les prix aux consommateurs, lequel sera compensé aux producteurs par l'émission de crédits nouveaux émanant de la Banque du Canada afin d'éviter toute augmentation de taxes et d'atteindre le véritable but de la production qui est la consommation.

Nous croyons sincèrement qu'une communauté agricole prospère est essentielle au succès de l'économie nationale. Le gouvernement se doit de protéger et d'encourager nos producteurs de lait. Le marché agricole devrait être basé sur des ententes provinciales librement négociées. Le gouvernement fédéral ne devrait plus avoir le droit de jouer en dictateur dans cette matière.

[Traduction]

M. Hamilton (Swift Current-Maple Creek): Monsieur le président, pendant l'heure du souper, j'ai lu un article très intéressant dans le *Financial Post* du 22 mai. L'article est écrit par le professeur John Shepherd, directeur exécutif du Conseil des sciences du Canada. Selon lui, à une époque où se posent à nous les plus importants défis technologiques de notre histoire, la science et la technologie connaissent un déclin. Je suis convaincu que toute réduction de la recherche agricole à l'heure actuelle serait tragique. Il nous faut regagner la place d'avant-garde que nous occupions, grâce à des variétés nouvelles et améliorées, surtout en ce qui a trait aux céréales.

D'après le professeur Shepherd, l'un des mythes touchant le Canada veut que notre pays soit une réserve de ressources naturelles, qu'il possède des immensités infinies de terres arables et d'énormes excédents alimentaires capables de nourrir un monde affamé. Il poursuit en parlant du déficit de notre balance commerciale. Selon lui, d'ici le milieu des années 80, le Canada pourrait bien se trouver aux prises avec de terribles déficits qui ne pourraient être comblés que par un accroissement important des exportations de matières premières et de produits agricoles.

Il ajoute que même si nous avons deux milliards d'acres de terrain, de fait, une bien faible proportion de 13 p. 100 est cultivable et seulement 42 p. 100 de ces 13 p. 100 convient à la production de récoltes commerciales. Il conclut en disant, et je cite:

Imaginons les pressions inévitables qui s'exerceront de l'extérieur sur le système de production alimentaire du Canada. Les arguments de Lester Brown du Worldwatch Institute sont persuasifs. Entre 1934 et 1976, quatre des six principales régions exportatrices de céréales du monde en sont venues à importer plus qu'elles n'exportent de produits alimentaires. Comme les réserves mondiales de grain ont diminué progressivement depuis 1961 de 105 jours qu'elles étaient alors à 31 jours en 1976, d'après les estimations, on se fie maintenant presque entièrement aux exportations nord-américaines.

Je trouve que les États-Unis et le Canada devraient mettre un terme à leurs rivalités mesquines et qu'ils devraient se mettre à produire ensemble des produits ali-

[M. Allard.]

mentaires et des fibres et à chercher ensemble des débouchés; en effet, il existe dans le monde entier une forte demande de produits alimentaires et de fibres et la productivité agricole s'est considérablement accrue dans nos deux pays.

Après les résultats désastreux de tentatives pour empêcher les agriculteurs canadiens de trop produire, des grains surtout, le gouvernement n'est pas du tout préparé à affronter une nouvelle ère où nous semblons incapables de produire assez. Nous sommes entrés dans cette ère à une vitesse foudroyante.

Il y a environ 18 mois prenait fin à Rome la Conférence mondiale de l'alimentation. Nous devrions la considérer comme un jalon. Pour la première fois, nous avons maintenant tous les éléments relatifs à la production de céréales au niveau mondial. Je veux dire par là qu'aucun pays ne laissera ses habitants mourir de faim. La Russie et la Chine sont maintenant des producteurs réguliers. La Russie ne jouera pas le rôle de stabilisateur sur le marché parce que la production fluctue beaucoup dans les régions de culture de blé. On n'a pas à nous rappeler que la politique céréalière conditionnera la politique du bétail au Canada.

Nulle autre industrie n'est autant l'objet d'un plus grand contrôle politique que l'agriculture. Les décisions des exploitants doivent tenir compte des lois et règlements qui limitent l'initiative et l'esprit d'entreprise. Nous sommes, semble-t-il, de plus en plus soumis à la mainmise gouvernementale.

J'aimerais citer un passage du rapport de la Fédération canadienne de l'agriculture, qui commente le rapport final de la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires, un organisme d'État. Voici ce passage:

Pour concentrer nos commentaires de ce rapport sur le fond et les recommandations seulement, il a fallu nous faire violence. Jamais ou rarement, un document établi aux frais de l'État a été aussi plein de parti pris, d'insinuations, d'affirmations gratuites et, sous de nombreux rapports, incroyablement suffisant, complaisant, contradictoire, trompeur et agressif envers tous ceux—tant dans le secteur public que dans le secteur privé—qui s'occupent de la politique agricole ou qui s'y intéressent. C'est malheureux, selon nous, que la Commission choisisse de mettre un terme à son existence en publiant un rapport comme celui-là.

● (2100)

Ils ont parlé des recommandations de la Commission touchant les grains fourragers. Le gouvernement a instauré un programme de subsides semblable au système de double prix pour le blé. Considérons le système de double prix pour le blé. On demande aux cultivateurs d'absorber l'écart entre un prix subventionné de \$5 et le prix à l'exportation. Monsieur le président, le prix à l'exportation est resté à près de \$5 de septembre 1973 à mai 1974, et les céréaliculteurs ont dû encaisser une perte de 85c. le boisseau, alors que le gouvernement fédéral prélevait \$1.75 le boisseau. En somme, les céréaliculteurs de l'Ouest ont subventionné les consommateurs de pain à raison de 55 millions de dollars pour toute cette période. Et tout cela, à un moment où l'emballage du pain valait sans doute autant que le blé qui entre dans sa fabrication.

La Commission de surveillance des prix a proposé une façon de fixer les prix des grains au Canada. Elle propose au gouvernement de contrôler les prix des grains et de mettre sur pied une industrie de l'élevage et des grains fourragers qui ne tienne pas compte des prix mondiaux. Une telle intervention qui consisterait essentiellement à subventionner le bétail et les produits de l'industrie animale, amènerait sans aucun doute une planification poussée de l'industrie des céréales et du bétail. Il faudrait naturellement planifier et gérer toute l'agriculture, chose